

R A P P O R T A N N U E L

2010



P R È S D E S G E N S

TABLE DES MATIÈRES

Message de la direction aux actionnaires	4
Rapport de gestion	7
Résultats consolidés	13
Bénéfices non répartis consolidés	14
Bilan consolidé	15
Flux de trésorerie consolidés	17
Notes complémentaires	19
Responsabilité de la direction	38
Rapport de l'auditeur indépendant	39

Les pharmaciennes Élisabeth Poulin (St-Georges-de-Beauce) et Sheinaz Kalfane (Montréal) et le pharmacien Michel Ménard (Beauharnois) sont au nombre des professionnels de la santé du Groupe Uniprix qui apprécient grandement travailler près des gens.



PRÈS DES GENS

PHARMACIENS, PROPRIÉTAIRES ET ENTREPRENEURS

Comment se fait-il que, dans un contexte de vive concurrence, le Groupe Uniprix parvienne à poursuivre sa croissance et son évolution ?

La réponse est évidente : c'est à sa culture distincte qu'il le doit.

Après bientôt 35 années d'existence, il y a eu un renouvellement presque entier parmi les pharmaciennes et pharmaciens-propriétaires du Groupe Uniprix, les membres de la direction et du personnel du siège social et au sein des employés des points de vente.

Or, s'ils revenaient en poste aujourd'hui, les pionniers qui ont fondé et fait grandir le plus important regroupement de pharmaciennes et pharmaciens indépendants au Québec retrouveraient assurément « l'essence » qu'ils ont voulu lui donner : un groupe qui allait continuellement se démarquer en étant près des gens.

Les actionnaires le perçoivent, les employés le remarquent et les fournisseurs aussi y sont sensibles : la culture du Groupe Uniprix a été établie sur un élément fondamental distinctif. Cette culture, c'est essentiellement... la complicité avec les gens.

UN MODÈLE D'AFFAIRES POUR TOUS LES ÂGES

Il est fascinant de constater que, tout en ayant évolué au fil du temps, l'essentiel du modèle d'affaires qui a été défini en 1977 a été maintenu et demeure pertinent, et ce, dans une société qui a pourtant énormément changé.

En effet, alors que la gestion d'une officine et de la partie commerciale attenante n'a plus rien à voir avec les pratiques du passé, on retrouve, aux quatre coins du Québec, des pharmaciennes et des pharmaciens de tous les âges qui, pour rien au monde, ne voudraient perdre tous les avantages que leur confère leur affiliation au sein d'un « franchiseur/franchisés » unique !

Un dénominateur commun unit les pharmaciennes et les pharmaciens recrutés ou plus expérimentés. Et ce, que leurs activités soient davantage orientées vers les conseils à l'officine ou la partie commerciale attenante : tous prennent véritablement des décisions.

En effet, nulle part ailleurs, les opinions des pharmaciennes et des pharmaciens-propriétaires sont véritablement prises en compte, comme c'est le cas chez nous. Sans négliger l'ensemble des décisions qu'ils ont la possibilité de prendre, à la fois par rapport à leurs points de vente et pharmacies affiliées, et comme actionnaires.

Et pour cause : le Groupe Uniprix (Uniprix inc.) leur appartient !

PERFORMANCES, AVANTAGES ET GESTION SERRÉE

Comme c'est le cas au sein de toutes les entreprises, les actionnaires du Groupe Uniprix sont en droit de s'attendre à un excellent retour sur investissement.

Soit dit en passant, année après année, les actionnaires du Groupe Uniprix sont heureux ! Et ils le seront assurément à nouveau cette année, en consultant :

- d'une part, les performances globales contenues dans ce rapport annuel ;
- d'autre part, les très nombreux avantages dont ils ont profité en 2010, sous forme de services, dans leurs pharmacies affiliées.

En effet, nos actionnaires ne comptent plus les services qu'ils obtiennent de la part de notre excellente équipe au siège social. Et la gestion serrée qui y est appliquée contribue également aux succès de l'entreprise.

« D'un regroupement d'achats, le Groupe Uniprix est devenu un guichet unique multi-facettes rempli de solutions. Et définitivement une grande entreprise en santé ! »

UNE « SAINE OBSESSION » POUR LE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Si la complicité avec les gens prend autant d'importance dans la gestion du Groupe Uniprix, c'est parce qu'elle doit se décliner vers la principale raison d'être de l'entreprise : accueillir et servir les Québécois.

En effet, chaque idée, chaque stratégie, chaque action qui émane du Groupe Uniprix doit absolument être orientée vers la clientèle, qu'il faut à la fois attirer, très bien servir et fidéliser dans tous les points de vente arborant les bannières Uniprix, Unipharm, Clinique Santé et Uniclinique.

À titre d'exemples : deux programmes innovateurs – l'un portant sur la réingénierie des officines, l'autre sur l'optimisation du service à la clientèle – ont germé cette année et prendront véritablement forme en 2011. Également, nous avons amorcé cette année l'implantation de la première génération d'un nouveau concept de la partie commerciale, par lequel la section beauté/santé s'ouvre sur celle des cosmétiques.

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE ENVIABLE

Que ce soit lorsqu'ils sont regroupés lors de nos grands événements annuels (assemblée générale, salons d'achats, colloques, etc.) ou que nous collaborons avec eux sur une base individuelle, il est évident que nos actionnaires se montrent « fiers » d'appartenir au Groupe Uniprix.

Ce sentiment d'appartenance se manifeste de différentes façons. En effet, nos actionnaires partagent souvent leurs initiatives entre eux et avec notre équipe, en plus de prendre part à différentes activités de type sociétal que nous appuyons. De même, ils sont très ouverts à nos nombreux projets pilotes et participent en grand nombre aux différents événements de formation et de motivation que nous tenons sur une base annuelle pour eux-mêmes, leurs gérants, leurs pharmaciens salariés, leurs assistants techniques en pharmacie (ATP), etc.

UN GUICHET UNIQUE ENCORE PLUS IMPORTANT

Au cours des dernières années, le Groupe Uniprix a su évoluer. Et ce, notamment grâce à l'ouverture d'esprit dont font preuve ses actionnaires.

Depuis toujours un « guichet unique » offrant essentiellement une foule de services à ses membres dans la partie commerciale de leurs activités, le Groupe Uniprix va maintenant plus loin.

En effet, notre équipe appuie de plus en plus les pharmaciennes et pharmaciens-proprétaires dans la gestion de leur officine, contribuant grandement – entre autres avec le programme Unilab – à simplifier leurs activités quotidiennes et à améliorer sensiblement leur rentabilité.

Ainsi, regroupement d'achats à l'origine, le Groupe Uniprix est devenu un guichet unique multi-facettes rempli de solutions. Et définitivement une grande entreprise en santé !



Normand Bonin
Président du conseil
d'administration

François Castonguay
Président et chef
de la direction

Une entreprise de... valeurs !

« Devenir et demeurer le plus important regroupement de pharmaciennes et de pharmaciens indépendants au Québec, où s'arriment les intérêts communs et individuels des actionnaires ».

Voilà comment est définie la mission du Groupe Uniprix. Celle-ci a pris racine, à travers le Québec, **grâce à cinq valeurs que partagent tous les actionnaires :**

Unité
Service
Respect
Uniformité
Partage

Une solide performance et des résultats inégalés!

Comme vous le constaterez dans les prochaines pages et à la lecture des présents états financiers, Uniprix fait partie des entreprises les plus admirées au Québec, pour deux raisons principales : sa solidité financière année après année et son positionnement de joueur majeur du commerce de détail de la pharmacie.

Dans le contexte d'une conjoncture économique fragile, d'une compétition toujours très féroce et d'habitudes de consommation changeantes, la direction d'Uniprix a posé les bons gestes et déployé des initiatives efficaces afin d'atteindre des résultats financiers inégalés.

POUR Y PARVENIR, UNIPRIX A PU COMPTER SUR :

- ◆ Le support de tous les services du siège social
- ◆ La rigueur des achats de groupe de ses membres
- ◆ De solides liens durables développés auprès d'environ 350 fournisseurs
- ◆ L'écoute des besoins des consommateurs combinée à une excellente connaissance du marché
- ◆ L'ouverture de 14 points de ventes

Unité

Cette valeur est à ce point importante que c'est dans le mot « unité » que le Groupe Uniprix a puisé son nom ! L'unité est le principe fondateur de l'entreprise : nous sommes un regroupement de pharmaciennes et pharmaciens indépendants au sein duquel s'arriment les intérêts communs et individuels des actionnaires.



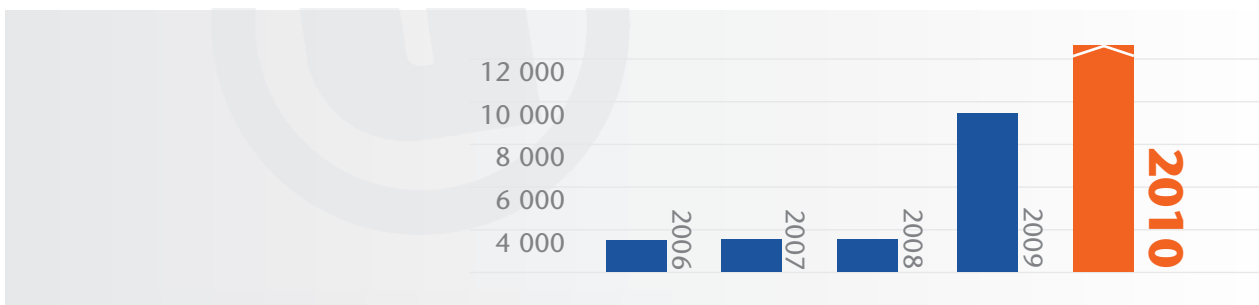
Patrick Martel, Isabelle Legrand, Dary Blanchet

LAISSONS PARLER LES CHIFFRES!

Notre bénéfice net et nos bénéfices non répartis ont tous deux atteint des sommets pour une cinquième année consécutive, avec 12,454 millions \$ et 44,042 millions \$. Il s'agit de hausses significatives de 31 % et de 38 % respectivement!

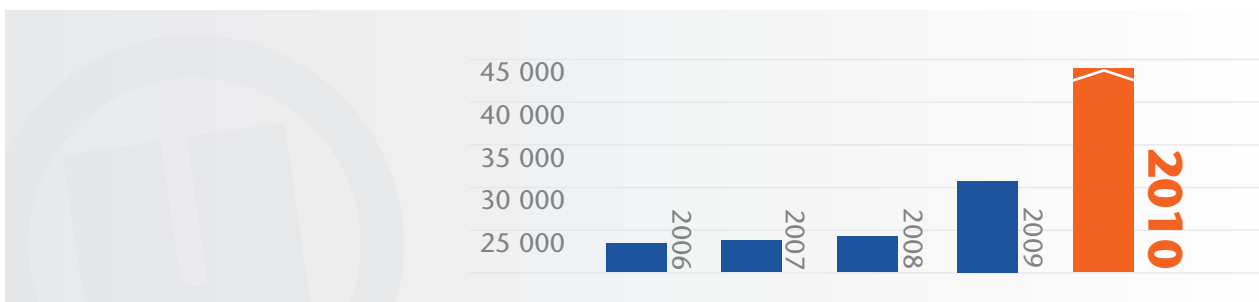
BÉNÉFICE NET

(en milliers de dollars)



BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(en milliers de dollars)



Service

Le Groupe Uniprix (administrateurs, direction et employés du siège social) est au service des actionnaires et des pharmacies affiliées. Cet engagement inconditionnel à servir est à la fois la raison d'être et l'instrument de notre prospérité collective.

La notion de service est également valorisée auprès des consommateurs (assurée par les actionnaires et leurs propres employés).

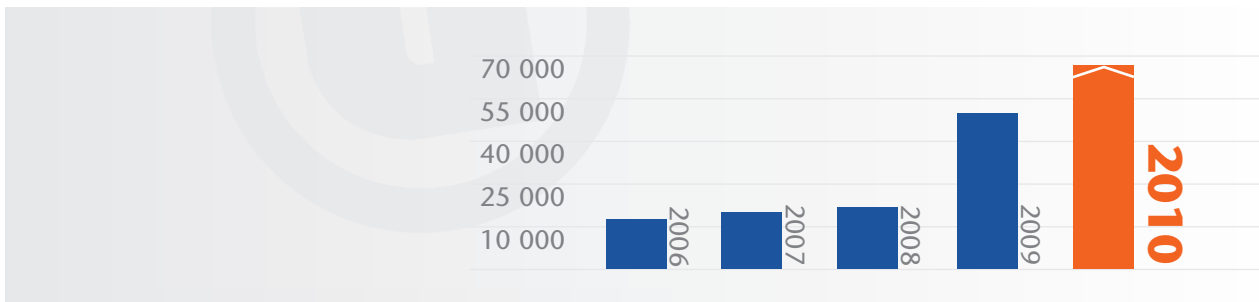


Christian Roby, Geneviève Dion, Éric Sansregret

Le bénéfice par action, lui, est monté de 50,790 \$ à 66,957 \$, en hausse de 32 %, atteignant ainsi un sommet historique. Pour sa part, le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA) a aussi fracassé des records, grim pant de 18,834 millions \$ à 21,322 millions \$, une augmentation de 13 %!

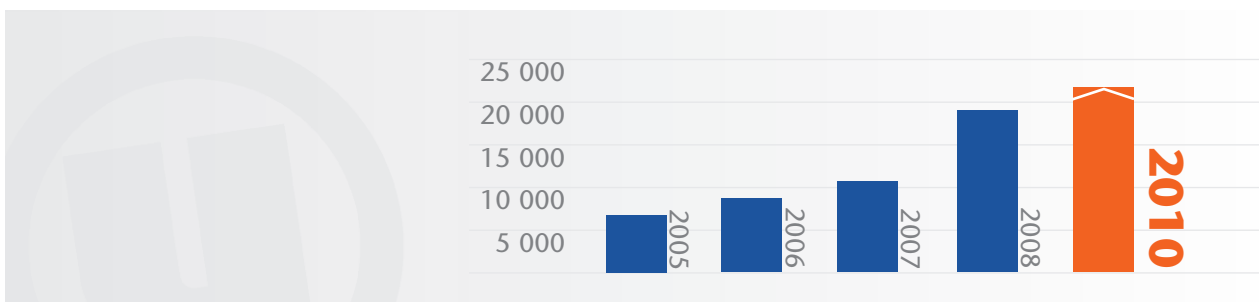
BÉNÉFICE PAR ACTION

(en dollars)



BAIIA

(en milliers de dollars)



Respect

Le respect s'incarne d'abord et avant tout dans les relations interpersonnelles au sein du Groupe Uniprix (entre les actionnaires, les membres du conseil d'administration et de la direction, de même que les employés du siège social et des points de vente, sans oublier les partenaires d'affaires et les concurrents), de même que par le respect des engagements.



Jean Beaulieu, Chemika Mamode, Stéphane Loyer

FAITS SAILLANTS

Liquidités

Le Groupe Uniprix a maintenu son niveau de liquidités de manière à respecter ses engagements tout en investissant de manière importante dans son réseau de pharmacies. Ainsi, il a pu positionner celui-ci de manière stratégique et se démarquer de la concurrence. Pour une deuxième année consécutive, l'exercice se termine sans découvert bancaire et d'utilisation de la marge de crédit. Nos liquidités atteignent donc 2,758 millions \$, contre 4,222 millions \$ pour l'exercice précédent, un écart qui s'explique principalement par nos investissements importants dans de nouveaux points de vente.

Ratios financiers

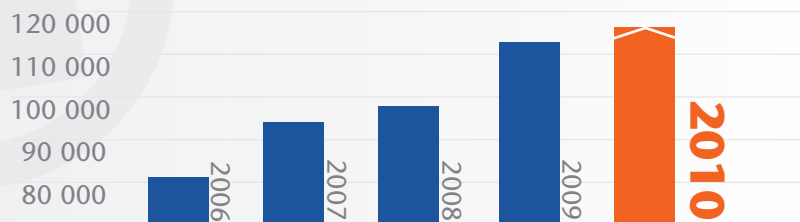
La performance de 2010, combinée à une gestion rigoureuse, a eu pour effet de réduire et de stabiliser les principaux ratios financiers. Ainsi, le ratio de fonds de roulement se situe maintenant à 2,25, alors qu'il était de 1,49 en 2009. De son côté, le ratio emprunts/capitaux, qui se trouvait à 2,14 en 2009, est maintenant à 1,23.

Produits

La rigueur des achats de groupe de nos membres, les solides liens durables développés auprès de nombreux fournisseurs et l'ouverture de points de vente ont permis d'augmenter nos produits. Ces facteurs ont dynamisé nos revenus de négociations et notre service d'aménagement. Nos produits sont ainsi passés de 112,726 millions \$ à 117,137 millions \$, une augmentation de 4 %.

PRODUITS TOTAUX

(en milliers de dollars)



Uniformité

L'un des atouts du Groupe Uniprix réside dans une offre de services uniformisée :

- aux pharmacies affiliées (des concepts jusqu'aux modes d'opération)
- aux consommateurs (pour qu'ils se retrouvent, d'une pharmacie affiliée à une autre)



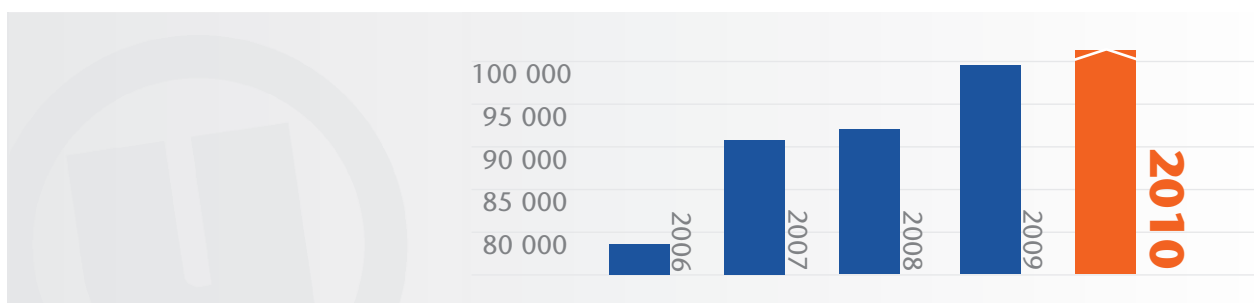
Martin Gagnon, SStéphanie Moffet, Maciek Zarzycki

Frais d'exploitation

Uniprix se soucie toujours des frais liés à l'exploitation de l'entreprise. Elle engage ces frais (dans ce cas-ci, 62,759 millions \$) en fonction du rendement dont peuvent bénéficier les membres actionnaires. En 2010, nous avons réussi à en limiter fortement l'augmentation sans causer d'impact sur les services aux membres et en injectant encore des sommes importantes dans les produits d'appel. L'amélioration de nos liquidités joue également un rôle majeur sur le pourcentage d'augmentation de ces frais, compte tenu que les frais financiers sont moins élevés que par le passé. En 2010, les frais d'exploitation se situaient à 101,450 millions \$ comparativement à 99,240 millions \$ en 2009, une augmentation de 2 %.

FRAIS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)



Actif total

L'actif total a été diminué de 2,071 millions \$, ou 2 % en partie, en raison de la réduction d'écarts d'acquisition lors de la disposition d'entreprise au courant de l'exercice et de la baisse des travaux en cours imputée aux stocks.

Passif total

Le passif total a diminué de 14,198 millions \$, ou 21 %. Cette baisse est fortement attribuable aux crédettes moins importants en fin d'année, aux impôts sur les bénéfices et aux produits d'exclusivité reportés amortis en 2010.

Partage

Le Groupe Uniprix s'est toujours fait un devoir de jouer un rôle-clé dans la vie socio-économique du Québec ; à ce titre, il soutient plusieurs organismes sociétaux de façon significative.



Pierre Gravel, Sylvie Bougie, Marc Dontigny

RISQUES ET INCERTITUDES

Compte tenu du grand nombre de clients composant sa clientèle, Uniprix considère que le risque de crédit lié aux débiteurs est faible. Au 31 décembre 2010, aucun débiteur n'exposait la société à un risque de crédit important. Les présents états financiers comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements, ainsi que sur des estimations. L'information financière contenue ailleurs dans ce rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers consolidés, audités par Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L.



François Castonguay
Président et chef de la direction,
chef de la direction financière

Une nouvelle cuvée de qualité !

L'excellente santé financière du Groupe Uniprix lui a permis, particulièrement en 2010, de percer de nombreux nouveaux marchés. Durant la même période, plusieurs pharmaciens et pharmaciennes sont devenus actionnaires d'Uniprix inc. :

- Marc-Antoine Fortin et Marc-Étienne Cloutier (Beloeil)
- Chu Minh Anh et Pak Sophal (Bromont)
- David Rousseau (Candiac)
- Danny Laliberté et Marie-France Mercier (La Pocatière)
- Hassan Imad (Longueuil)
- Benoit Lemaire, Annie Lamontagne et Stéphanie Moffet (Magog)
- Petr Dvorak, Mathieu Leroux et Ly Hugues-Anh Chon (Pincourt)
- Julie Michaud-Belzile (Québec)
- Marie-Andrée D'Astous et Guy Ouellet (Québec)
- Élisabeth Poulin et Jean-François Trudel (St-Georges)
- Geneviève Dion et Phantavy Douang-Boulom (Salaberry-de-Valleyfield)
- Mylen Pellerin et Julien Bureau (Shawinigan)
- Maxim Fontaine (Sherbrooke)
- Geneviève Deschênes (Terrebonne)
- Louis Allard (Laval)

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2010	2009
	\$	\$
PRODUITS	<u>117 137</u>	<u>112 726</u>
FRAIS D'EXPLOITATION		
Coût des produits vendus	28 250	29 089
Services aux membres, publicité et marketing	62 759	58 542
Frais d'administration (note 8)	6 766	6 602
Frais (produits) de financement nets (note 21)	(488)	594
Créances douteuses (recouvrées)	(257)	539
Amortissement (note 22)	2 610	2 491
Provision pour perte éventuelle sur placements	1 174	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition (note 3)	636	1 383
	<u>101 450</u>	<u>99 240</u>
BÉNÉFICE AVANT AUTRES ÉLÉMENTS ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	<u>15 687</u>	<u>13 486</u>
AUTRES ÉLÉMENTS		
Gain sur cession d'entreprises (note 5)	1 861	1 057
Gain sur cession d'une propriété immobilière destinée à la vente	-	24
Gain sur cession de propriétés immobilières	-	58
	<u>1 861</u>	<u>1 139</u>
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	<u>17 548</u>	<u>14 625</u>
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 23)	<u>5 094</u>	<u>5 086</u>
BÉNÉFICE NET	<u>12 454</u>	<u>9 539</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2010	2009
	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	31 915	22 587
Bénéfice net	12 454	9 539
	44 369	32 126
Impôt remboursable au titre de dividendes (note 6)	327	211
SOLDE À LA FIN	44 042	31 915

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	2010	2009
	\$	\$
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	2 758	4 222
Débiteurs (note 7)	31 462	33 237
Impôts sur les bénéfices à recevoir	1 090	-
Stocks	921	2 014
Frais payés d'avance	611	533
Propriété immobilière destinée à la vente (note 8)	253	-
Placements réalisables au cours du prochain exercice (note 9)	<u>11 008</u>	<u>3 810</u>
	48 103	43 816
PLACEMENTS (note 9)	13 715	16 448
PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES (note 10)	5 705	6 295
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11)	4 623	5 213
ACTIFS INCORPORELS (note 12)	11 837	8 133
IMPÔTS FUTURS (note 23)	1 251	3 188
ÉCARTS D'ACQUISITION (note 3)	<u>13 031</u>	<u>17 243</u>
	<u>98 265</u>	<u>100 336</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

PASSIF	2010	2009
	\$	\$
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 14)	14 184	17 187
Impôts sur les bénéfices à payer	-	6 032
Produits perçus d'avance	3 503	2 755
Dette relative à la propriété immobilière destinée à la vente (note 15)	450	-
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 16)	3 214	3 428
	<u>21 351</u>	<u>29 402</u>
DETTE À LONG TERME (note 16)	16 701	20 578
PRODUITS D'EXCLUSIVITÉ REPORTÉS	16 118	18 388
	<u>54 170</u>	<u>68 368</u>

CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS (note 17)	47	47
SURPLUS D'APPORT (note 18)	6	6
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	44 042	31 915
	<u>44 095</u>	<u>31 968</u>
	<u>98 265</u>	<u>100 336</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :



Normand Bonin, administrateur



Jacques Arsenault, administrateur



FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

EXPLOITATION (note 20)	2010	2009
	\$	\$
Bénéfice net	12 454	9 539
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Congés de redevances capitalisés aux frais d'affiliation	(3 733)	(2 198)
Amortissement (note 22)	2 610	2 491
Dépréciation de la propriété immobilière destinée à la vente (note 8)	134	468
Provision pour perte éventuelle sur placements	1 174	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	636	1 383
Gain sur cession d'entreprises (note 5)	(1 861)	(1 057)
Gain sur cession d'une propriété immobilière destinée à la vente	-	(24)
Gain sur cession de propriétés immobilières	-	(58)
Impôts futurs (note 23)	1 937	(2 405)
	<u>13 351</u>	<u>8 139</u>
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 20)	<u>(9 381)</u>	<u>6 470</u>
	<u>3 970</u>	<u>14 609</u>
 INVESTISSEMENT (note 20)		
Acquisition d'entreprise (note 3)	-	501
Variation nette des avances	(90)	350
Acquisition d'actifs destinés à la vente	-	(30)
Produit de cession d'entreprises (note 5)	6 597	4 762
Acquisition de placements	(28 114)	(15 683)
Encaissement de placements	22 695	28 574
Produit de cession de propriétés immobilières destinées à la vente	-	858
Investissement dans les propriétés immobilières	-	(48)
Produit de cession de propriétés immobilières	-	585
Acquisition d'immobilisations corporelles	(545)	(486)
Acquisition d'actifs incorporels	(2 189)	(1 537)
	<u>(1 646)</u>	<u>17 846</u>
Solde à reporter	<u>2 324</u>	<u>32 455</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

SUITE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2010	2009
	\$	\$
Solde reporté	<u>2 324</u>	<u>32 455</u>
FINANCEMENT (note 20)		
Variation nette de l'emprunt bancaire	-	(9 100)
Impôt remboursable au titre de dividendes	(327)	(211)
Augmentation de la dette à long terme	502	14 505
Remboursement de la dette à long terme	(3 963)	(32 030)
Émission d'actions	2	2
Rachat d'actions	(2)	(2)
	<u>(3 788)</u>	<u>(26 836)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 464)	5 619
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>4 222</u>	<u>(1 397)</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>2 758</u>	<u>4 222</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 1 — STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, fournit des services d'achats de groupe, de publicité et des services opérationnels à ses membres et actionnaires (ci-après les membres).

NOTE 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de la société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les méthodes jugées particulièrement importantes pour la société sont décrites ci-dessous.

Principes de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, ceux de ses filiales en propriété exclusive « Corporation Financière Uniprix / Uniprix Financial Corporation », « 6845754 Canada Inc. » et « Unidis Inc. », ainsi que les comptes de sa coentreprise « Immeuble 2235 Galt Ouest », consolidés proportionnellement.

Estimations comptables

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants présentés dans l'actif et le passif et la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des produits

La société constate ses produits provenant de la vente de marchandises lorsque celles-ci sont livrées au grossiste ou lorsque les clients en prennent possession.

Les redevances, calculées en fonction des produits des membres, sont inscrites aux résultats lorsqu'elles sont gagnées.

Les produits liés à la publicité, aux services aux membres et aux activités immobilières sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les produits de placements et intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés. Les produits de location sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Tous les produits sont constatés lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent aux soldes en caisse, au découvert bancaire et à des placements très liquides échéant dans un délai de moins de trois mois.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. En cas d'une reprise de valeur des stocks suite à une dépréciation, la société annule la provision pour dépréciation prise antérieurement et augmente ainsi la valeur comptable afin de ramener ces stocks à leur valeur de réalisation nette, sans toutefois excéder le coût initial. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 2— PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût moins une provision pour perte éventuelle. Un placement est classé comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. De l'avis de la direction, la provision pour perte éventuelle sur placements constatée par la société est suffisante. Celle-ci est constituée par l'examen des placements individuels, en tenant compte de la perte sur créance estimative connexe. La provision correspond au montant requis pour ramener la valeur comptable d'un placement douteux à sa valeur de réalisation estimative déterminée selon les estimations de la direction en fonction du recouvrement prévu et de la juste valeur des garanties obtenues.

Propriétés immobilières

Les propriétés immobilières détenues à des fins de location sont comptabilisées au coût d'acquisition et elles sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode du solde résiduel au taux de 4 %.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes et les taux ou durées indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux ou durées
Bâtiment	Solde résiduel	4 %
Enseigne	Linéaire	10 ans
Mobilier et agencement	Linéaire	3 à 10 ans
Équipement	Linéaire	10 ans
Matériel roulant	Linéaire	3 ans
Équipement informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Équipement informatique loué en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire	3 ans
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	Linéaire	5 ans



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Actifs incorporels

Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 ans à compter de leur date de mise en service.

Les frais d'affiliation, les incitatifs à la location et les droits au bail sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats et des baux s'y rapportant.

Les clauses de non-concurrence sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats, soit 5 ans.

Les frais de développement en ergonomie du travail seront amortis sur une période de 3 ans à compter de la mise en marché.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis depuis le 1^{er} janvier 2002 et, depuis cette date, sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite.

Produits d'exclusivité reportés

Les produits provenant d'ententes d'exclusivité sont reportés et amortis sur les durées des contrats s'y rapportant selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal selon laquelle des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date où il est prévu que les écarts temporaires seront réalisés ou réglés est utilisé pour calculer l'impôt futur. L'incidence d'une modification des taux d'imposition est comptabilisée dans la charge d'impôts futurs au cours de l'exercice où le taux d'imposition devient en vigueur ou pratiquement en vigueur. Les actifs d'impôts futurs qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés et une provision pour moins-value, s'il y a lieu, est constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif ne pourra être réalisé.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 3 — ACQUISITION D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice précédent, la société a acquis 50 % des actions de « Unidis Inc. », maintenant filiale à 100 %.

La juste valeur des actifs nets acquis se détaille comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Débiteurs	-	863
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	28
Stocks	-	754
Frais payés d'avance	-	8
Immobilisations corporelles	-	364
Actifs incorporels	-	495
Écart d'acquisition	-	5 494
Créditeurs	-	(817)
Impôts futurs	-	(290)
	<hr/>	<hr/>
Actifs nets acquis	-	6 899
	<hr/>	<hr/>
Contrepartie :		
Produits d'exclusivité reportés	-	7 400
Encaisse reçue	-	(501)
	<hr/>	<hr/>
	-	6 899
	<hr/>	<hr/>

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se détaille comme suit :

Solde au début	17 243	15 978
Acquisition	-	5 494
Perte de valeur ⁽¹⁾	(636)	(1 383)
Cession d'entreprises (note 5)	(3 576)	(2 846)
	<hr/>	<hr/>
	13 031	17 243
	<hr/>	<hr/>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 3 — ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2009, certains points de vente, auxquels les écarts d'acquisition étaient rattachés, n'ont pas renouvelé leur affiliation avec la société. La perte de valeur des écarts d'acquisition a été déterminée en fonction des justes valeurs relatives des points de vente cédés et des points de vente conservés. De plus, une perte de valeur liée à des points de vente conservés, au montant de 636 000 \$, a été constatée au cours de l'exercice suite à une estimation des flux monétaires futurs provenant de leurs activités.

NOTE 4 — INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

La quote-part des actifs et passifs des coentreprises et la quote-part des produits et charges, du bénéfice net et des flux de trésorerie des coentreprises depuis l'acquisition se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Actif à court terme	43	46
Actif à long terme	1 942	2 018
Passif à court terme	66	52
Passif à long terme	1 211	1 288
Produits	255	2 410
Charges	194	1 696
Bénéfice net	61	714
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation	(1)	(29)
Investissement	-	5 219
Financement	(57)	-

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 5 — GAIN SUR CESSION D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice, la société a cédé les actifs de points de vente pour une contrepartie totale de 6 821 000 \$ (5 238 000 \$ en 2009). Le gain sur cession d'entreprises se détaille comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Produit de cession		
Espèces	6 601	4 788
Balance de vente	220	450
Frais de vente	(4)	(26)
	<u>6 817</u>	<u>5 212</u>
Éléments d'actif cédés		
Encaisse	-	8
Débiteurs	-	85
Stocks	803	562
Immobilisations corporelles	361	654
Actifs incorporels	216	-
Écarts d'acquisition	3 576	2 846
	<u>4 956</u>	<u>4 155</u>
Valeur comptable nette des éléments d'actif cédés		
	<u>4 956</u>	<u>4 155</u>
Gain sur cession d'entreprises	<u>1 861</u>	<u>1 057</u>

NOTE 6 — IMPÔT REMBOURSABLE AU TITRE DE DIVIDENDES

La société est une « société privée sous contrôle canadien » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ce qui peut lui permettre de recevoir le remboursement d'une partie des impôts qu'elle a payés. Le solde cumulé de l'impôt remboursable au titre de dividendes au 31 décembre 2010 est de 1 199 162 \$. La société pourra bénéficier du remboursement de ce montant à raison de 1 \$ pour chaque tranche de 3 \$ qu'elle versera en dividendes imposables si elle a toujours le statut de « société privée sous contrôle canadien » au moment où les dividendes seront versés.

NOTE 7 — DÉBITEURS

	2010 \$	2009 \$
Clients et membres	33 157	35 628
Provision pour créances douteuses	(1 855)	(2 461)
Avances, sans intérêt	160	70
	<u>31 462</u>	<u>33 237</u>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 8 — PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE DESTINÉE À LA VENTE

Subséquentement à la fin d'exercice, la société a cédé une propriété immobilière à un prix inférieur à la valeur comptable. Par conséquent, une perte de valeur de 134 204 \$ a été comptabilisée aux frais d'administration. Cette propriété immobilière, composée d'un terrain d'une valeur comptable de 43 234 \$ et d'une bâtisse d'une valeur comptable de 210 211 \$, a été reclassée à titre de propriété immobilière destinée à la vente au 31 décembre 2010.

NOTE 9 — PLACEMENTS

	2010 \$	2009 \$
À recevoir d'entités contrôlées par des membres		
Effet, sans intérêt, encaissable par versements mensuels de 3 333 \$, échéant en 2013	67	321
Effets, intérêts variant de 6 % à 7,5 % et de taux préférentiel plus 1 % à taux préférentiel plus 3 % (2009 : taux préférentiel à taux préférentiel plus 3,25 %), encaissables par versements mensuels de 1 808 \$ à 70 768 \$, échéant de 2011 à 2022	8 025	9 752
Billets à demande, sans intérêt	1 309	1 020
Avances, sans intérêt et sans modalité d'encaissement	197	526
Effets, intérêts variant de 5 % à 7 % et de taux préférentiel plus 3 % à taux préférentiel plus 4 % (2009 : taux préférentiel plus 3 % à taux préférentiel plus 3,75 %), encaissables par versements mensuels de 1 083 \$ à 9 934 \$, échéant de 2011 à 2023	1 318	1 086
Billets à demande, intérêts variant de 5,5 % à 6,45 % et de taux préférentiel plus 1 % à taux préférentiel plus 3,75 % (2009 : 6,45 % et de taux préférentiel plus 2 % à taux préférentiel plus 3,75 %)	15 305	7 280
Balance de vente d'entreprises, taux préférentiel plus 3 %, encaissable par versements mensuels de 3 125 \$, échéant en décembre 2021	381	450
Avances, 6 %, encaissées au cours de l'exercice	-	528
	26 602	20 963
Provision pour perte éventuelle	(1 879)	(705)
	24 723	20 258
Placements réalisables au cours du prochain exercice	11 008	3 810
	13 715	16 448

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)**NOTE 9— PLACEMENTS (SUITE)**

Le tableau qui suit présente les placements regroupés par date d'échéance :

	moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	5 ans et plus	sans échéance	Total 2010	Total 2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Effets à recevoir							
Sans intérêt	40	27	-	-	-	67	321
Intérêts							
de 5 % à 7,5 %	759	2 181	1 603	2 871	-	7 414	8 337
de taux préférentiel à taux préférentiel plus 3 %	200	500	246	329	304	1 579	2 501
Billets à recevoir							
Sans intérêt	150	-	-	-	234	384	315
Intérêts							
de 5,5 %	650	-	-	-	207	857	228
de taux préférentiel à taux préférentiel plus 3,75 %	8 754	-	-	-	4 869	13 623	7 052
Avances, sans intérêt	197	-	-	-	-	197	526
Avances, 6 %	-	-	-	-	-	-	528
Autres placements	258	113	75	156	-	602	450
	<u>11 008</u>	<u>2 821</u>	<u>1 924</u>	<u>3 356</u>	<u>5 614</u>	<u>24 723</u>	<u>20 258</u>

Les placements douteux et la provision pour perte éventuelle se détaillent comme suit :

Placements douteux	Montant brut	Provision	Montant net 2010	Montant net 2009
	\$	\$	\$	\$
Effets, taux préférentiel plus 3 %	350	350	-	-
Billet à demande, taux variant de 0 % à taux préférentiel plus 3 %	1 689	1 529	160	-
	<u>2 039</u>	<u>1 879</u>	<u>160</u>	<u>-</u>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)**NOTE 9— PLACEMENTS (SUITE)****Provision pour perte éventuelle sur placements**

	2010 \$	2009 \$
Solde au début	705	705
Provision de l'exercice	<u>1 174</u>	<u>-</u>
Solde à la fin	<u>1 879</u>	<u>705</u>

NOTE 10— PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

	Coût \$	2010 Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$	2009 Valeur nette \$
Terrains	1 218	-	1 218	1 262
Bâtiments	<u>6 420</u>	<u>1 933</u>	<u>4 487</u>	<u>5 033</u>
	<u>7 638</u>	<u>1 933</u>	<u>5 705</u>	<u>6 295</u>

Les produits bruts de location de l'exercice sont de 1 158 000 \$ (1 061 000 \$ en 2009).

NOTE 11 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût \$	2010 Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$	2009 Valeur nette \$
Terrain	1 247	-	1 247	1 247
Bâtiment	3 918	1 625	2 293	2 342
Enseigne	99	51	48	15
Mobilier et agencement	289	218	71	63
Équipement	291	107	184	337
Matériel roulant	18	1	17	-
Équipement informatique	923	357	566	670
Améliorations locatives	86	34	52	263
Équipement informatique loué en vertu de contrats de location acquisition	198	158	40	104
Équipement loué en vertu d'un contrat de location acquisition	<u>336</u>	<u>231</u>	<u>105</u>	<u>172</u>
	<u>7 405</u>	<u>2 782</u>	<u>4 623</u>	<u>5 213</u>

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 12— ACTIFS INCORPORELS

	2010	2010	2009	2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$
Logiciel en développement	358	-	358	260
Logiciels	1 078	590	488	294
Frais d'affiliation	13 044	2 578	10 466	6 556
Incitatifs à la location	204	127	77	100
Droits au bail	200	26	174	188
Clauses de non-concurrence	1 055	862	193	735
Frais de développement en ergonomie du travail	81	-	81	-
	<u>16 020</u>	<u>4 183</u>	<u>11 837</u>	<u>8 133</u>

La variation de la valeur nette des actifs incorporels se détaille comme suit :

	2010	2009
Solde au début	8 133	6 515
Acquisitions	5 742	2 751
Acquisition d'entreprise	-	495
Cession d'entreprises (note 5)	(216)	-
Amortissement (note 22)	(1 822)	(1 628)
Solde à la fin	<u>11 837</u>	<u>8 133</u>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 13— MARGE DE CRÉDIT

La société dispose d'une marge de crédit autorisée de 25 500 000 \$. La marge de crédit est renouvelable annuellement et porte intérêt au taux préférentiel. Des honoraires de 0,25 % sont facturés par l'institution financière sur le solde non utilisé. Elle est garantie par des hypothèques mobilières de 75 000 000 \$ grevant tous les biens meubles présents et futurs de la société, une cession générale des créances, une garantie constituée aux termes de l'article 427 de la Loi sur les banques ainsi qu'une hypothèque mobilière de 30 000 000 \$ couvrant tous les droits aux baux des pharmacies, et par le produit d'une assurance en faveur de la banque sur les biens cédés en garantie.

La convention d'emprunt stipule que la société doit respecter en tout temps certains ratios et restrictions et qu'elle est limitée pour les cautionnements qu'elle peut donner.

Au 31 décembre 2010, les conditions de l'entente de financement étaient respectées.

NOTE 14— CRÉDITEURS

	2010	2009
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	12 851	15 779
Redevances perçues d'avance - administrateurs	69	127
Redevances perçues d'avance - autres	-	93
Salaires et charges sociales	1 263	1 151
Taxes à la consommation	1	37
	<u>14 184</u>	<u>17 187</u>

NOTE 15— DETTE RELATIVE À UNE PROPRIÉTÉ DESTINÉE À LA VENTE

Emprunt à terme, 5,95 %, garanti par une hypothèque de premier rang sur la propriété immobilière destinée à la vente et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 16— DETTE À LONG TERME

	2010	2009
	\$	\$
Emprunts à terme, intérêts variant de taux préférentiel à taux préférentiel plus 1,25 %, garantis par des hypothèques de premier rang sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs, remboursables par versements mensuels de 4 347 \$ à 56 225 \$ en capital plus intérêts, échéant de 2013 à 2021, renouvelables en 2011, 2012 et 2014 ⁽¹⁾	11 958	13 550
Emprunts à terme, intérêts variant de 5,95 % à 6,76 %, garantis par des hypothèques de premier rang sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs, remboursables par versements mensuels variant de 3 333 \$ à 39 859 \$ en capital plus intérêts, échéant de 2017 à 2022, renouvelables en 2012 ⁽¹⁾	3 942	4 985
Emprunts à terme, taux préférentiel, garantis par des hypothèques sur le terrain et la bâtisse, remboursables par versements mensuels de 14 722 \$ en capital plus intérêts, échéant en 2016, renouvelables en 2013 ⁽²⁾	1 060	1 237
Emprunt à terme, 5,86 %, garanti par le terrain et la bâtisse ainsi que par une hypothèque sur l'universalité des loyers, remboursable par versements mensuels de 15 806 \$, capital et intérêts, renouvelable en 2013 ⁽¹⁾	1 271	1 328
Obligations découlant de contrats de location-acquisition, 4,15 % à 8 %, remboursables par versements mensuels de 312 \$ à 14 810 \$, capital et intérêts, échéant d'août 2011 à décembre 2012	478	309
Solde à reporter	<u>18 709</u>	<u>21 409</u>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 16— DETTE À LONG TERME (SUITE)

	2010	2009
	\$	\$
Solde reporté	18 709	21 409
Effet à payer, 6,5 % jusqu'au 30 juin 2011 et taux préférentiel plus 1 % par la suite, remboursable par versements mensuels de 7 353 \$, capital et intérêts, échéant en 2016	407	467
Montants dus à des membres, sans intérêt, remboursables par versements annuels de 400 000 \$ en 2011, 100 000 \$ en 2012 et 100 000 \$ en 2013	600	780
Effet à payer, 7 %, remboursable par versements mensuels de 4 513 \$, capital et intérêts, échéant en 2015	199	238
Effets à payer, sans intérêt, remboursés au cours de l'exercice	-	1 112
	19 915	24 006
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	3 214	3 428
	16 701	20 578

⁽¹⁾ Ces emprunts comprennent des clauses restrictives qui sont respectées au 31 décembre 2010.

⁽²⁾ (2) Ces emprunts comprennent des clauses restrictives, dont le maintien de capitaux propres supérieurs à 20 000 000 \$. Ces clauses sont respectées au 31 décembre 2010.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)**NOTE 16— DETTE À LONG TERME (SUITE)**

Les versements estimatifs à effectuer sur la dette à long terme et les soldes renouvelables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	EXIGIBLES	RENOUVELABLES
	Dettes à long terme	Obligations en vertu de contrats de location-acquisition
	\$	\$
2011	2 850	312
2012	1 925	186
2013	1 131	-
2014	587	-
2015	96	-
Subséquemment	41	-
	6 630	498
Intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	-	20
	6 630	478
		12 807

NOTE 17— CAPITAL-ACTIONS**Capital-actions autorisé**

Un nombre illimité d'actions, sans valeur nominale de :

Catégorie A, votantes, participantes *pari passu* avec les actions de catégorie C, rachetables au gré de la société à 250 \$ l'action

Catégorie B, non votantes, non participantes, rachetables au gré de la société à 8,85 \$ l'action

Catégorie C, votantes, participantes *pari passu* avec les actions de catégorie A

	2010	2009
	\$	\$
Actions émises		
187 actions de catégorie A	47	47

Au cours de l'exercice, la société a émis 8 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 2 000 \$ (émission de 9 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 2 250 \$ en 2009) et a racheté 8 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 2 000 \$ (rachat de 9 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 2 250 \$ en 2009).



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 18— SURPLUS D'APPORT

Le surplus d'apport provient de l'excédent du capital versé des actions de catégorie A rachetées sur la contrepartie versée lors du rachat. Cet excédent est de 63 \$ en 2010 (aucun en 2009).

NOTE 19— ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les engagements pris par la société en vertu de baux totalisent 7 175 000 \$ et les versements au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2011	2 625
2012	2 200
2013	1 683
2014	567
2015	100

Les engagements pris par la société en vertu de baux pour des espaces commerciaux échéant de 2011 à 2030 totalisent 87 644 033 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

2011	10 463
2012	10 368
2013	9 854
2014	9 427
2015	8 369

La société sous-loue l'ensemble des locaux reliés à ces baux à ses membres et à des sociétés contrôlées par des membres aux mêmes conditions. Aucun produit de sous-location et aucune dépense de loyer n'ont été présentés dans les résultats de la société, celle-ci n'agissant qu'à titre d'intermédiaire et n'étant pas le principal obligé de ces engagements.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 20 — FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
	\$	\$
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Débiteurs	1 865	(4 020)
Stocks	290	26
Frais payés d'avance	(78)	(87)
Créditeurs	(2 814)	560
Produits perçus d'avance	748	(673)
Produits d'exclusivité reportés	(2 270)	3 997
Impôts sur les bénéfices	(7 122)	6 667
	<u>(9 381)</u>	<u>6 470</u>
Renseignements supplémentaires		
Intérêts versés	966	2 574
Intérêts encaissés	1 737	1 167
Impôts sur les bénéfices versés	10 949	1 830
Impôts sur les bénéfices encaissés	343	794
Activités d'investissement et de financement sans incidence sur les flux de trésorerie		
Balance de vente à recevoir suite à la cession d'entreprises	220	450
Frais d'affiliation financés par des montants dus à des membres	600	780
Acquisition d'entreprise en contrepartie d'une entente d'exclusivité	-	7 400
Immobilisations corporelles impayées	62	251

NOTE 21 — FRAIS (PRODUITS) DE FINANCEMENT NETS

	2010	2009
	\$	\$
Intérêts et pénalités	51	169
Frais bancaires	165	158
Intérêts sur emprunt bancaire	651	757
Intérêts sur dette à long terme	297	634
Produits de placements	(1 652)	(1 124)
	<u>(488)</u>	<u>594</u>



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)**NOTE 22— AMORTISSEMENT**

	2010	2009
	\$	\$
Propriétés immobilières	203	284
Immobilisations corporelles	585	579
Actifs incorporels	1 822	1 628
	<u>2 610</u>	<u>2 491</u>

NOTE 23— IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux effectif des impôts sur les bénéfices de la société est de 29,9 % (30,9 % en 2009). Le rapprochement entre les impôts calculés au taux combiné effectif susmentionné et la provision pour les impôts se présente comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Impôts au taux combiné effectif	5 247	4 519
Augmentation (diminution) :		
Diminution du taux combiné effectif futur	(40)	386
Gain sur cession d'entreprises non imposable	(159)	(82)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	67	163
Autres éléments non déductibles	114	115
Réduction pour revenus de biens	(119)	(37)
Perte de valeur de propriété immobilière	40	-
Impôts relatifs aux exercices précédents	(87)	57
Autres éléments – montant net	31	(35)
	<u>5 094</u>	<u>5 086</u>
Composés de :		
Impôts exigibles	3 157	7 491
Impôts futurs	1 937	(2 405)

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 23— IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUIVE)

Le tableau qui suit présente les actifs (passifs) d'impôts futurs qui découlent des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs :

	2010	2009
	\$	\$
Placements	246	-
Propriétés immobilières et immobilisations corporelles	91	68
Actifs incorporels et écarts d'acquisition	(3 994)	(2 253)
Produits d'exclusivité reportés	4 384	5 112
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	37	86
Autres dettes à long terme	163	233
Pertes autres qu'en capital	324	428
Autres	-	(486)
	<u>1 251</u>	<u>3 188</u>

NOTE 24— OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par la société avec des entités contrôlées par des membres du conseil d'administration :

	2010	2009
	\$	\$
Produits	4 533	2 684
Produits de placements	-	58

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la date du bilan, les soldes suivants sont à recevoir de ces apparentés :

	2010	2009
	\$	\$
Débiteurs	1 984	2 193
Placements	199	521

Au cours de l'exercice 2009, la société a versé un montant de 162 500 \$ à une entité contrôlée par un membre du conseil d'administration à titre de frais d'affiliation (aucun en 2010). Cette opération a été conclue hors du cours normal des affaires et a été mesurée à la valeur d'échange, étant donné le changement réel de participation dans les actifs acquis.



EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 25 — INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

La société évalue la condition financière de ses clients sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte du risque de crédit de clients particuliers, des tendances historiques et d'autres renseignements. Ces clients respectent les politiques de crédit qui leur sont accordées. Une portion importante des débiteurs est à recevoir de membres. Cependant, la société n'est exposée à aucun risque de crédit important par rapport à un client particulier.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La société a émis des effets et billets à recevoir, elle dispose d'une marge de crédit et a contracté des emprunts à long terme comportant des taux d'intérêt variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation du taux d'intérêt préférentiel. Cependant, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de la société.

JUSTE VALEUR

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné leur échéance à court terme.

La juste valeur des placements à long terme, dont la quasi-totalité a été consentie à des membres, et des effets à payer sans intérêt, dont la totalité est due à des fournisseurs, n'a pas été déterminée puisque ces transactions sont faites dans le cadre de maintien et de développement de relations commerciales et ne reflètent pas nécessairement les conditions qui seraient négociées avec des tiers.

La juste valeur de la dette à long terme, déterminée en actualisant les flux monétaires futurs, est d'environ 20 151 000 \$.

NOTE 26 — ÉVENTUALITÉS

La société est partie et éventuellement assujettie à des réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, mais sans s'y limiter, aux réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, à la main-d'oeuvre et à l'emploi, et à la fiscalité. Bien que l'issue de ces questions ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et litiges, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par les polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les présents états financiers consolidés.

NOTE 27 — RÉGIME DE RETRAITE

La société souscrit à un régime enregistré de retraite simplifié à cotisations déterminées pour le bénéfice de ses employés. La cotisation versée par la société correspond à 1 \$ pour chaque 1 \$ versé par l'employé, jusqu'à concurrence de 3 % du salaire brut. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, les cotisations versées par la société totalisaient 250 626 \$ (243 238 \$ en 2009).

À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints d'Uniprix inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer différentes méthodes comptables, la direction, a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances.

Les principales méthodes comptables retenues sont indiquées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les états financiers contiennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

Uniprix maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus de façon à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif d'Uniprix est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs externes. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs indépendants, afin de discuter des contrôles internes, des questions comptables, d'audit et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant remplit correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité de vérification fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsqu'il approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs indépendants, Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs indépendants ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Président et chef de la direction,
chef de la direction financière



François Castonguay



Aux actionnaires de UNIPRIX INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de UNIPRIX INC., qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2010, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de UNIPRIX INC. au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

 *Barbara Frenette-Languette* S.E.N.C.R.L. (1)

Montréal
Le 4 mai 2011

(1) CA auditeur permis n° 10058